

GESTION DES CONNAISSANCES ET APPRENTISSAGE

Messages clés

1. Mettre en place des cadres de politiques générales pour la gestion des connaissances.
2. Renforcer l'investissement en informatique et autres systèmes aux niveaux du district et de la communauté pour la gestion des connaissances sur l'ATPC.
3. Renforcer le financement de la recherche sur des questions clés et diffuser les résultats pour éclairer les décideurs et les praticiens.
4. Encourager la gestion et le partage des connaissances ainsi que l'apprentissage à tous les niveaux de mise en œuvre et au sein des organisations partenaires (p. ex. grâce à des comités de coordination des services gouvernementaux/agences/ONG/communautés). Mettre également en place des systèmes pour une communication continue et un retour d'information aussi bien verticalement (de l'échelle nationale à la communauté et inversement) qu'horizontalement (entre services gouvernementaux et ONG, etc.). Être ouvert à l'apprentissage et ajuster les programmes en conséquence.
5. Les médias devraient être activement impliqués dans le suivi des déclarations publiques/politiques – par exemple, lorsque des politiciens et des praticiens font mention de données de suivi dans leurs discours – et dans le suivi des progrès vers l'obtention du statut FDAL.

Introduction : Problèmes et défis

Les professionnels du secteur exigent des informations fiables, à jour et bien structurées pour l'apprentissage et la prise de décisions. Il existe des volumes croissants d'informations disponibles – par exemple, il y a un certain nombre de bons conseils basés sur l'expérience acquise sur le terrain, des sites web et des données présentées dans des graphes, des schémas ou des cartes. Le problème tient au fait que l'existence de ces documents n'est pas toujours très connue ou que ces publications ne sont pas lues ni exploitées comme des données probantes pour la prise de décisions. Par gestion des connaissances, on entend l'effort délibéré et résolu en vue de structurer et de faciliter la production, la capture, le traitement, le conditionnement, l'utilisation et le stockage des connaissances et de l'information.

Parmi les autres points clés, on peut citer :

1. Qu'est-ce que la gestion des connaissances, l'apprentissage et la documentation ?
2. Pourquoi la gestion des connaissances est-elle importante ?
3. Quels systèmes sont en place pour le partage des connaissances ? Que faut-il documenter et comment ?
4. Comment doit-on recueillir, traiter, présenter, diffuser et utiliser les connaissances ? Et qui sont les utilisateurs visés ?
5. Quelles sont certaines des leçons apprises (qu'elles soient positives ou négatives) en ce qui concerne la gestion des connaissances ?

1. Mettre en place des cadres de politiques générales pour la gestion des connaissances

Un certain nombre de pays ont commencé à définir des programmes et des cadres pour la gestion des connaissances ; les études de cas ci-dessous retracent une partie de leurs expériences :

Ghana :

Le ministère des Collectivités locales et du Développement communautaire au Ghana a mis au point une initiative de gestion des connaissances sur l'assainissement (KMI). La KMI est un projet sur cinq ans dont le principal objectif est d'accroître la capacité du secteur à générer, documenter, diffuser et gérer les connaissances. Il entend également combler les lacunes actuelles dans les secteurs concernés par la gestion des connaissances et fournir en outre un cadre pour une action concertée. L'initiative est financée par l'UNICEF et comprend les activités suivantes :

- Le site web de l'ATPC : ce site comprend un suivi des progrès relatifs aux OMD et le palmarès des communautés au statut FDAL
- Un bulletin trimestriel sur l'assainissement (version papier et électronique)
- Publications : y compris des comptes rendus de programme, des fiches techniques, des notes d'orientation et des études de cas
- Des sessions d'alliance d'apprentissage : aux niveaux national, régional et du district
- Des expositions à des événements sectoriels nationaux
- Des événements publicitaires de masse en collaboration avec le réseau ghanéen de journalistes sur l'eau et l'assainissement GWJN et des ambassadeurs AEPHA.

Zambie :

Le gouvernement de la Zambie a mis en place le Programme national d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zone rurale. Le programme renferme huit éléments, y compris la recherche et la communication, qui font directement référence à la gestion des connaissances. L'élément de recherche a le mandat de générer des innovations et des informations inédites au moyen de la recherche. L'élément de communication comprend une dimension de diffusion de l'information et de partage des résultats de la recherche par le biais de publications et de journaux ainsi que le conditionnement et la rédaction de messages appropriés pour un changement de comportement. Une autre dimension concerne l'établissement de centres de ressources et d'informations aux niveaux national et du district pour une gestion des connaissances efficace.

Népal :

Le gouvernement du Népal a amorcé un programme visant l'établissement de centres de ressources au niveau régional avec un objectif de gestion des connaissances et de renforcement des capacités des communautés et des parties prenantes dans le cadre du Programme d'assainissement total au Népal. Il est nécessaire que le gouvernement alloue des ressources suffisantes à l'initiative et qu'il la déploie à l'échelle des districts et des communautés dans tout le pays de façon à ce que toutes les parties prenantes (y compris les communautés) puissent avoir accès à ces ressources www.dwss.gov.np et www.mppw.gov.np.

Indonésie :

En Indonésie, la Stratégie nationale d'assainissement total basé sur la communauté (STBM) compte la gestion des connaissances parmi ses divers éléments. Cela signifie que les gouvernements nationaux et locaux ont la possibilité, dans les budgets annuels, d'allouer des fonds destinés aux activités d'apprentissage institutionnel et de gestion des connaissances auxquelles ils participent. La province de Java oriental a amorcé les activités suivantes de gestion des connaissances :

- a. Bilans d'apprentissage des parties prenantes, pour lesquels les programmes et les résultats du S&E sont présentés au niveau du district
- b. Un prix annuel qui récompense un champion de l'apprentissage promeut une culture d'apprentissage institutionnel
- c. Le prix annuel *Java Post Institute Pro-Autonomy* à l'intention des districts et des outils de mise en œuvre d'un programme et de ressources sur les connaissances en matière d'assainissement rural basés sur le web.

2. Renforcer l'investissement en informatique et autres systèmes aux niveaux du district et de la communauté pour la gestion des connaissances sur l'ATPC.

La gestion des connaissances aux niveaux du district, du sous-district et de la communauté est un domaine qui revêt une importance cruciale, tant pour l'apprentissage local et le retour d'information que comme source d'information des échelons supérieurs du système. Les TIC et divers autres systèmes sont décrits dans une autre note d'information. Les TIC ont un potentiel considérable ; et il existe désormais une expérience avec d'autres approches en matière de S&E participatif et de processus faisant intervenir le personnel local (voir la note d'information sur *l'Utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le cadre du suivi*).

3. Renforcer le financement de la recherche sur des questions clés et diffuser les résultats pour éclairer les décideurs et les praticiens

L'expérience à ce jour a montré l'importance de la recherche approfondie, fondée sur la preuve dans l'éclairage des stratégies et la mise en œuvre de l'ATPC. La documentation des expériences et la diffusion de cette information revêtent aussi une importance cruciale.

Érythrée : Documentation et diffusion de l'information

Un rapport qui documentait l'expérience en matière de stratégie de mise en œuvre de l'ATPC en zone urbaine et péri-urbaine en Érythrée a été utilisé pour éclairer la mise en œuvre d'un programme par l'UNICEF en Afrique de l'Ouest. L'Érythrée prévoit désormais d'encourager tous les praticiens de l'ATPC à documenter le processus depuis le stade pré-déclenchement jusqu'à l'obtention du statut FDAL afin d'encourager un meilleur apprentissage et un partage de l'information dans toute la région, avec l'appui du siège de l'UNICEF.

Recherche et études de cas : Il existe plusieurs exemples de mise en œuvre de l'ATPC actuellement en Afrique. Parmi ceux-ci, on peut citer :

1. Au Malawi, une évaluation d'impact a été menée dans l'Autorité traditionnelle Mkanda pour les villages déclenchés déclarés FDAL ; il s'est avéré que moins de 50 % d'entre eux étaient effectivement FDAL. Les résultats ont entraîné des changements dans les critères de

vérification (2 niveaux de FDAL ont été instaurés) et des changements ont été apportés à la mise en œuvre sur la base des difficultés rencontrées sur le terrain.

2. Plan International États-Unis, en partenariat avec le Water Institute à l'Université de Caroline du Nord et avec un financement de la Fondation Gates, mène une recherche appliquée afin de tester les approches ATPC à des fins de reproductibilité en Éthiopie, au Ghana et au Kenya. La recherche entend améliorer l'efficacité, l'extensibilité, la durabilité et la gestion grâce à trois objectifs : apprentissage, capture et diffusion. Les connaissances, les outils et les leçons apprises seront recueillis et évalués pour valoriser les contributions des acteurs locaux et des organisations partenaires aux niveaux de la communauté, des facilitateurs et des pouvoirs publics dans la mise en œuvre de l'ATPC
<http://sanitationupdates.wordpress.com/2011/11/17/plan-international-usa-receives-7-million-grant-for-community-led-total-sanitation-clts-research/>
3. Plan Australie, avec l'appui de Plan Royaume-Uni, a commandité des recherches sur la durabilité post-FDAL en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et en Sierra Leone, dont les premiers résultats étaient attendus en décembre 2012.
4. Plan Ouganda a commandité une étude sur l'impact de la question du genre sur l'ATPC pour explorer comment les relations de genre et autres facteurs socio-culturels influencent le processus d'obtention du statut FDAL et sa durabilité. Cette étude peut être consultée sur : <http://communityledtotalsanitation.org/resource/research-impact-gender-clts-processes>
5. La Fondation Bill & Melinda Gates a prêté son concours financier à WSA (anciennement CREPA) pour qu'il mène et parraine des recherches sur le *Développement d'un modèle reproductible des approches d'assainissement pilotées par la demande en Afrique : Comprendre les moteurs et les contraintes pour une mise en œuvre élargie en Afrique*. La recherche sera menée dans huit pays – Éthiopie, Ghana, Kenya, Mali, Nigéria, Ouganda, Sierra Leone et Zambie.

4. Encourager la gestion et le partage des connaissances ainsi que l'apprentissage à tous les niveaux de mise en œuvre et au sein des organisations partenaires et mettre en place des systèmes pour une communication continue et un retour d'information (horizontal et vertical). Être ouvert à l'apprentissage et ajuster les programmes en conséquence

Recours à des visites d'échange et des forums d'apprentissage :

Dans le cadre du processus d'encouragement de l'apprentissage et du partage d'expériences sur la mise en œuvre de l'ATPC au Nigéria, les activités suivantes ont été organisées :

- Visites d'échange entre les communautés FDAL et DAL
- Visites d'échange entre les collectivités locales et les États qui mettent en œuvre l'ATPC
- Table ronde nationale annuelle sur l'ATPC ; trois ont été organisées jusqu'ici.

En Ouganda, il y a un Groupe de travail national sur l'assainissement qui organise des visites annuelles d'apprentissage sur l'assainissement à l'intention des parties prenantes au niveau national, y compris des représentants du ministère de la Santé, du ministère de l'Eau et de l'Environnement, des ONG, des partenaires du développement et des médias.

Le Réseau pour l'eau et l'assainissement en Ouganda (UWASNET) comporte un groupe de travail sur l'assainissement et l'hygiène présidé par Plan Ouganda. Il s'agit d'une plateforme pour l'apprentissage, le partage d'expériences et de connaissances sur l'hygiène et l'assainissement. Les

membres du groupe se réunissent une fois par trimestre et élaborent un plan de travail annuel qui est passé en revue sur une base trimestrielle.

Des communications ciblées pour différents publics

Usage de sites web :

Lorsqu'on conçoit des sites web, il est important de garder à l'esprit que les gens qui contribuent au site doivent en tirer parti ; le site web devrait aussi fournir des informations qui puissent circuler à la fois horizontalement et vers le haut/vers le bas. Le Ghana dispose d'une initiative bien conçue de gestion des connaissances basée sur la toile et l'Inde a publié une base de données de l'ATPC sur le web.

Rédaction créative/documentation :

Bien souvent, les professionnels et les praticiens n'ont pas le temps de lire ; il est donc important de faire preuve de créativité dans ses communications – par exemple, utiliser différents médias et différentes photos, qu'il s'agisse de dessins animés, de théâtre, de vidéos pour raconter une histoire, ou encore des médias sociaux comme Twitter ou Facebook. Pensez à votre public : qu'est-ce qui va l'intéresser ? Qu'est-ce qui va captiver son attention ? Qu'est-ce qu'il comprendra le mieux ? De combien de temps dispose-t-il ? De votre côté, qu'est-ce qui fait qu'il est plus facile et plus plaisant/intéressant de travailler régulièrement sur la documentation ?

Bulletins : Au Malawi, un bulletin est publié pour l'apprentissage et la diffusion d'informations sur l'ATPC. Les districts et autres agents de mise en œuvre rédigent des articles sur la base de leurs acquis et de leurs innovations. On espère ainsi que les agents de mise en œuvre adapteront les programmes sur la base de cette nouvelle information.

Pour voir d'autres exemples, veuillez consulter l'exemple de recherche sur l'ATPC de la TA Mkanda dans la note d'information *Fixation d'objectifs et établissement de rapports*.

5. Les médias devraient être activement impliqués dans le suivi des déclarations publiques/politiques – par exemple, lorsque les politiciens et les praticiens font mention de données de suivi dans leurs discours – ainsi que des rapports sur la progression du statut FDAL

Les questions d'assainissement font rarement l'objet d'une couverture médiatique suffisante sauf en cas de circonstances graves, comme une épidémie de choléra. La mobilisation des médias internationaux, nationaux et locaux est une stratégie clé de la mise en œuvre et de l'élargissement de l'ATPC tout comme le maintien d'une campagne à l'échelle nationale. L'implication des médias permet aussi de garantir la reconnaissance et l'adhésion des parties prenantes et des pouvoirs publics. Les médias ont un rôle clé à jouer pour fournir des informations sur l'ATPC, explorer les causes à l'origine des services médiocres et éclairer le débat public. L'internet a été largement utilisé dans les pays développés pour rendre la production d'informations plus performante. Les circuits de communication locaux se sont révélés particulièrement performants.

Expériences :

- Au Ghana, la direction de la santé environnementale dispose d'un arrangement informel avec un journaliste qui rédige des reportages sur les questions liées à l'AEPHA (approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement). Comme ces journaux ne se vendent pas assez bien, la direction les achète et les distribue à son personnel.
- Au Kenya, le MOPHS (ministère de la Santé publique et de l'Assainissement) dirige des interviews télévisées en préparation de grandes campagnes, par exemple, pour promouvoir la journée du lavage des mains.
- En Zambie, en mars 2009, 85 représentants des médias à travers le pays ont été invités à une réunion de sensibilisation des médias à l'ATPC à laquelle a assisté le ministre des Collectivités locales et du Logement alors en exercice. Après cela, un atelier sur l'ATPC a été organisé à l'intention des médias nationaux et privés. À l'époque, des individus spécifiques ont été sélectionnés dans le cadre du programme national de formateurs sur l'ATPC.
- Les médias au Népal ont fait partie du programme AEPHA, plus précisément le mouvement pour un assainissement total (FDAL) au sein du pays. Il existe une poignée de journalistes dans le district qualifiés de spécialistes de l'AEPHA qui ont soutenu, rédigé des articles et fait des reportages sur le mouvement FDAL dans les districts. Ils ont fait partie du suivi conjoint et de la vérification de la progression et de l'obtention du statut FDAL. Ils s'attachent à faire en sorte que les succès, les avis des communautés ainsi que leurs échecs, soient diffusés à une plus grande échelle par le biais de différents circuits. Les médias ont aussi été très efficaces dans leur plaidoyer sur des questions liées à l'AEPHA. Il s'agit d'une pratique adoptée par différents circuits. Les médias ont été reconnus en attribuant des prix annuels aux meilleurs articles/reportages sur l'assainissement. Le gouvernement a l'intention de formuler une stratégie de communication et des médias séparée et de la mettre en œuvre afin d'intégrer les médias dans la promotion de l'assainissement et l'hygiène à l'intérieur du pays.
- En 2003, le Bangladesh a créé un comité des médias de l'assainissement pour suivre et documenter les progrès dans le domaine de l'assainissement dans la presse et les médias électroniques. Le comité se compose de journalistes issus de différents médias imprimés et électroniques, tant publics que privés. Ces comités existent aux niveaux national et du district (il en existe actuellement environ 65). Aux côtés des pouvoirs publics et des organisations de développement, le comité des médias rend visite aux comités FDAL et diffuse ses conclusions par le biais des circuits médiatiques.
- En Éthiopie, un Forum des médias consacrés aux approvisionnements en eau potable, à l'assainissement et l'hygiène a été établi dans le cadre du mouvement AEPHA en vertu duquel les professionnels des médias tant publics que privés se réunissent pour discuter de questions liées à l'AEPHA. Ils se rencontrent régulièrement et font des visites de terrain pour suivre les progrès et rendre compte de leurs résultats dans des programmes télévisés, à la radio, dans la presse ou par d'autres circuits médiatiques.

Étude de cas du Nigéria : Participation des médias au suivi des activités sur l'ATPC

Le *Media Network on Water and Sanitation* est un réseau de journalistes qui couvrent les domaines de l'eau, l'assainissement et l'hygiène au Nigéria. Le réseau est aussi membre du Groupe d'action

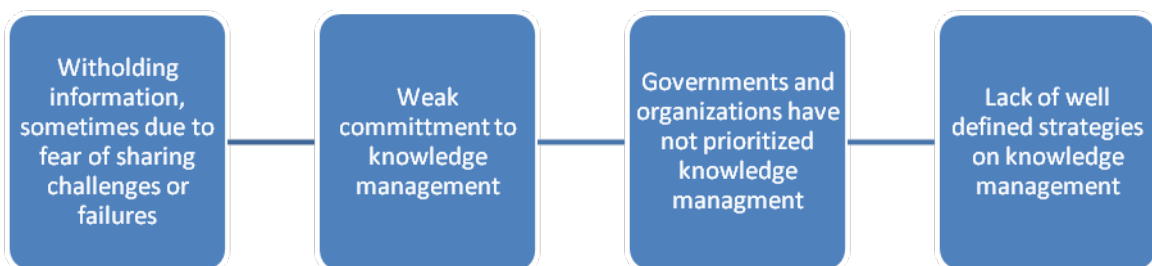
national sur l'assainissement (NTGS), qui est un mécanisme de coordination composé de tous les ministères gouvernementaux, services et agences concernés, ainsi que des ONG et des partenaires de développement qui travaillent sur l'assainissement et l'hygiène au Nigéria. Le réseau est activement impliqué dans le suivi des activités ATPC soit sous l'égide du NTGS soit comme un groupe séparé.

En juin 2011, plusieurs journalistes du réseau des médias sur l'AEPHA ont été missionnés par le NTGS, avec un appui technique et financier de l'UNICEF Nigéria, en vue de réaliser une évaluation de l'impact perçu des interventions AEPHA, y compris l'ATPC, dans les États de Jigawa et de Cross River. L'exercice a été mené par le biais de visites de terrain auprès de 28 communautés choisies au hasard (16 dans l'État de Cross River et 12 dans l'État de Jigawa) et à partir des interactions avec les différents segments des communautés en se servant d'une liste de contrôle structurée.

L'information recueillie a été regroupée selon les changements majeurs intervenus depuis que les communautés ont un accès à l'eau potable ; les changements majeurs intervenus depuis que les communautés ont mis fin à la défécation en plein air (statut FDAL) ; la fonctionnalité du Comité de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (COMAEPHA) ; et l'impact des interventions AEPHA sur le nombre d'inscriptions à l'école. La plupart des informations ont été recueillies qualitativement grâce aux discussions d'un groupe de réflexion avec différents segments des communautés. Les résultats de l'évaluation ont été dévoilés et ont clairement fait ressortir les avantages sanitaires et socio-économiques des interventions AEPHA, et notamment de l'ATPC.

Problèmes communs et continus

Les principales faiblesses et les problèmes communs rencontrés sont les suivants :



Rétention d'information, parfois due à la crainte de partager les problèmes ou les échecs	Faible engagement envers la gestion des connaissances	Les pouvoirs publics et les organisations n'ont pas priorisé la gestion des connaissances	Manque de stratégies bien définies sur la gestion des connaissances
---	---	---	---

Ci-dessous figure une liste de contrôle des problèmes continus :

- La plupart des organisations ont en place des plans ou des stratégies limités en termes de gestion des connaissances.
- On court le risque d'un excès d'information de sorte qu'il est difficile de savoir quelles publications, quels réseaux et quelles informations privilégier. La coordination et l'échange d'informations au sein du secteur peuvent aussi être médiocres
- Bien souvent, les organisations qui collectent des données S&E ne définissent pas clairement comment elles devraient et pourraient être utilisées. À elles seules, les informations et les connaissances S&E ne suffisent pas : il est important de comprendre comment les appliquer, notamment les leçons apprises et les bonnes pratiques
- L'accroissement de l'accessibilité de l'information aux praticiens revêt une importance vitale mais bien souvent les capacités en matière de gestion des connaissances sont limitées au niveau des programmes et projets
- La base de recherche pour l'ATPC peut être médiocre et les résultats ne sont pas toujours publiés et pas toujours mis à disposition pour un apprentissage plus large. Il semble qu'il y ait un manque d'évaluations rigoureuses et d'examens de l'ATPC par les agences de mise en œuvre qui mesurent spécifiquement les impacts de l'ATPC
- Les praticiens et les professionnels n'ont pas toujours le temps et le loisir de réfléchir à leurs travaux ; par ailleurs, il est rare que ces réflexions soient utilisées pour adapter et modifier les pratiques
- Il y a souvent un manque d'information entre les pouvoirs publics et les communautés, aussi bien dans un sens que dans l'autre. La communauté n'est généralement pas consultée concernant la gestion des connaissances et l'apprentissage. Lorsque les connaissances des communautés sont documentées, leurs idées ne sont pas toujours incorporées dans les plans de programme ou elles n'atteignent pas toujours le niveau national. Dans l'autre sens, les informations centrales ne sont pas toujours partagées avec les communautés rurales.
- Les communications horizontales et le partage d'informations n'ont pas toujours lieu entre les différents services gouvernementaux ni entre eux et les organisations partenaires.
- Une réflexion plus franche sur les défis/contraintes auxquels sont confrontés les agents de mise en œuvre dans le cadre de l'élargissement de l'ATPC permettrait de mieux comprendre ce qui donne ou non de bons résultats.

Recommandations/suggestions

- Encourager chaque organisation à avoir une politique en matière de gestion des connaissances qui englobe des plans et stratégies
- Intensifier la recherche pour générer un apprentissage fondé sur la preuve
- Les pouvoirs publics devraient attribuer un financement suffisant à la gestion des connaissances et à l'apprentissage
- Préparer des kits de plaidoyer et d'information et habiller les messages de manière à attirer l'attention
- Utiliser des shows culturels, des feuillets, des pièces de théâtre, etc. pour faire passer les messages sur l'assainissement
- Soutenir la création d'un groupe de médias spécialisés en AEPHA (comme au Népal par exemple) de manière à exposer et impliquer les médias à l'ATPC. Un média bienveillant, et en particulier des journaux locaux, ont un rôle clé à jouer comme organe de surveillance, comme outil de sensibilisation et comme circuit de communication avec le public.

- Impliquer les médias dans la publication des déclarations et des engagements par les décideurs et les praticiens et dans le suivi des progrès vers l'obtention du statut FDAL.

Sources :

Cours d'écriture

- Et si l'on écrivait ! Gérer un atelier d'écriture participatif : <http://pubs.iied.org/pdfs/14579FIIED.pdf>
- Writing Course for WASH Professionals Improving documentation in the WASH sector for policy, programmes and publication: a writing course for WASH professionals : www.rural-water-supply.net/en/projekts/details/60

Articles de journal

- Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development : www.iwaponline.com/washdev/
- Waterlines : <http://practicalaction.org/waterlines>

Centres de ressources

- Assainissement total piloté par la communauté : www.communityledtotalsanitation.org/
- Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) : www.wsscc.org/
- Ressources du Water, Engineering and Development Centre (WEDC) : <http://wedc.lboro.ac.uk/knowledge/know.html>
- Sustainable Sanitation Alliance : www.susana.org/

Bulletins

- ACCESS (WSP) : www.wsp.org/wsp/newsletter/all
- Source (IRC) : www.source.irc.nl/
- WASHplus (USAID) : www.washplus.org/
- Bulletin SHITS : www.communityledtotalsanitation.org/resource/shits-sharing-highlights-total-sanitation
- Infos et événements de SHARE : www.sharesearch.org/newsandevents
- Sanitation Updates : <http://sanitationupdates.wordpress.com/>
- DevInfo est une base de données gratuite téléchargeable pour le stockage et l'analyse des données : www.devinfo.org

Contacts

Prénom	Nom de famille	Pays	Organisation	Courriel
Ambrose	Fwamba*	Kenya		dpho_busia@yahoo.com
Anwar	Hossain	Bangladesh		Engr.anowarhossain@gmail.com
Bisi	Agberemi	Nigéria	UNICEF	bagberemi@unicef.org
Brian	Siakabeya*	Zambie		bsiakabeya@yahoo.com
Charity	Sikamo*	Zambie	UNICEF	csikamo@unicef.org
David	Ownor	Kenya	Plan Kenya	david.ownor@plan-

				international.org
Jolly Ann	Maulit*	Malawi	Indépendante	jollyannmaulit@gmail.com
Nabin	Pradhan*	Népal	Plan Népal	nabin.pradhan@plan-international.org
Kweku	Tseketse	Ghana		tseketsetony@yahoo.com
Nilanjana	Mukherjee	Inde	Indépendante	Bubul44@gmail.com
Michael	Kennedy	Canada	EWB	michaelkennedy@ewb.ca
Petra	Bongartz	Royaume- Uni	IDS	p.bongartz@ids.ac.uk
Yirgalem	Solomon	Érythrée	UNICEF	yisolomon@unicef.org
Zillur	Rahman	Bangladesh	Plan Bangladesh	Zillur.rahman@plan-international.org